

Immigration

De Marx à Salvini, l'« armée industrielle de réserve » dévoyée

> Fabio BRUSCHI (*)

La récupération et la déformation d'un certain nombre de thèmes historiquement caractéristiques d'une perspective de gauche par la droite nationaliste marque un renouveau idéologique qui pourrait constituer une des sources de son succès actuel. Le concept d'« armée industrielle de réserve », que Marx formule pour penser le chômage, et qui a été mobilisé récemment par Matteo Salvini, en est une illustration particulièrement éloquente. Ce n'est qu'en rétablissant pleinement la visée anti-capitaliste de ce concept qu'il sera possible de s'opposer à la version anti-immigration qu'en donne la droite nationaliste.

Dans cet article, nous proposons une clé de lecture et des pistes de résistance face à la montée actuelle de la droite nationaliste* en Europe, en dépassant l'interprétation la plus courante qui fait appel à la notion de populisme. La notion de populisme explique de manière vague la montée de la droite nationaliste comme l'effet d'un discours qui s'adresse au « ventre » de non mieux identifiées classes populaires¹. Il nous semble qu'une analyse plus fine permettrait d'identifier, parmi les sources de la montée actuelle de la droite nationaliste, un renouveau idéologique marqué par la récupération et la déformation d'un certain nombre de thèmes historiquement caractéristiques d'une perspective de gauche².

Une occurrence particulièrement significative de cette récupération se trouve dans le programme pré-

senté en 2017 par Matteo Salvini lors de sa candidature au Secrétariat fédéral de la « Ligue du Nord pour l'Indépendance de la Padanie » (ensuite rebaptisée avec une concision plus œcuménique « Ligue »). Dans ce document, parmi « les défis principaux que nous sommes appelés à affronter », est stipulé le fait que « la main d'œuvre à bas coût découlant de l'immigration incontrôlée fournit "l'armée industrielle de réserve" ». Dans un texte qui ne s'adresse évidemment pas à des marxistes, les guillemets constituent néanmoins un clin d'œil : Salvini (qui, dans sa jeunesse, s'identifiait comme communiste au sein du faux Parlement de Padanie que la Ligue s'amusa à mettre en scène) prétend dans ce passage citer Marx, qui a forgé le concept d'armée industrielle de réserve (désormais désignée par l'acronyme AIR) pour traiter de la consubstantialité du chômage et du capitalisme, et des effets du chômage sur les conditions des travailleur-euses actives. Certes, les partis de droite nationalistes n'utilisent pas tous ce concept ; toutefois, ils reprennent le contenu que Salvini lui attribue afin de garnir d'une dimension « sociale » leurs propositions anti-immigration. C'est pourquoi la question de l'AIR constituera le focus principal de notre article.

Il ne faut pas sous-estimer la portée politique de cette récupération. Nous considérons en effet que l'usage par la droite nationaliste de thèmes historiquement associés à la gauche contribue à la réorientation vers elle d'une partie des classes populaires, qui éprouvent par ailleurs le sentiment largement justifié d'avoir été « abandonnées » par la gauche. Au lieu de combattre, comme on l'entend souvent, la droite nationaliste sur son propre terrain, sur lequel se situeraient désormais les classes populaires,



Pour la droite nationaliste, l'AIR serait constituée d'immigrés « prêts à tout », faisant croître le chômage en Europe.

il s'agit à nos yeux de comprendre en quoi consiste cette récupération et quels sont les moyens pour la gauche – et en particulier pour le mouvement ouvrier – de se réapproprier, en leur rendant leur sens originel, des thèmes dont elle n'a été expropriée que parce qu'elle les avait d'emblée délaissés. Dans une certaine mesure, la récupération par la droite nationaliste de ces thèmes offre à la gauche l'occasion de se redonner un cadre idéologique global au sein duquel ils deviendraient véritablement irrécupérables, un cadre idéologique dont les coordonnées pourront à nouveau être celles de l'anti-capitalisme.

L'AIR – version anti-immigration

La version du concept d'AIR propagée par la droite nationaliste est la suivante : l'AIR serait constituée par des travailleur-euses immigrés « prêts à tout », ce qui produirait en Europe une augmentation du chômage et permettrait aux capitalistes de faire baisser les salaires et d'empirer les conditions de travail de l'ensemble des travailleur-euses (les plus complottistes soutenant que le capitalisme transnational irait jusqu'à « déporter » activement des étranger-ères vers l'Europe). En d'autres termes, l'argument revient à dire que dans telle ville, région, État, il y aurait, à cause de l'immigration, trop de travailleur-euses, et que cela produirait une augmentation de la pauvreté. Notons que ce thème renverse, sans en transformer la logique, la position la plus commune sur l'immigration dans le champ du néolibéralisme mondialiste, qui avance des arguments du type : « on a besoin d'immigrés pour faire le travail que les Européen-nes ne veulent plus faire » ou « on a besoin d'immigrés pour payer nos retraites ». Ce genre d'argument affirme qu'il n'y aurait pas assez

de travailleur-euses et qu'il serait donc nécessaire de les « importer ». Il est clair que, dans une situation de chômage structurel de masse, un tel argument révèle immédiatement son ridicule ou, mieux, sa vraie visée, à savoir que le problème n'est pas qu'il n'y a pas assez de travailleur-euses, mais que ceux-celles-ci ne sont pas (encore) prêts à tout concéder (et donc à accepter n'importe quel travail et sous n'importe quelles conditions) pour que soient satisfaites les exigences de valorisation du capital sans lesquelles il n'y aura pas d'investissements (donc pas d'emplois, donc pas de ressources pour payer les retraites), et qu'il faut donc que les exigences des travailleur-euses soient revues radicalement à la baisse. C'est ce que l'immigration – ici droite nationaliste et néolibéralisme mondialiste se rencontrent – serait censée favoriser.

Par ailleurs, bien que cela relève de l'évidence, il faut souligner que l'orientation globale de la droite nationaliste reste néolibérale, bien qu'avec un accent plus marqué sur la défense d'un (largement imaginaire) capital national face au capital transnational. Notons que cet accent constitue lui aussi le renversement, qui n'en transforme pas la logique, de l'argument pas moins nationaliste des néolibéraux mondialistes qui veulent rendre leur pays plus « attractif » pour les investisseurs.

L'AIR – version anticapitaliste

On pourrait déjà opposer à cet usage du concept d'AIR des analyses statistiques montrant que l'immigration ne pose aucun problème spécifique en ce

1. L'usage de la notion même de « classes populaires », notamment lorsqu'il s'agit de parler du succès de la droite nationaliste, mériterait d'être nuancé. Comme l'a démontré Annie Collovald, s'il faut parler de succès c'est auprès d'une partie des classes populaires (cf. A. COLLOVALD, *Le « Populisme du FN ». Un dangereux contresens*, Éd. du Croquant, Paris, 2004).

2. Il ne s'agit bien entendu pas de la seule source. Il est même clair que la source historique fondamentale de cette montée réside dans les politiques néolibérales mises en place avec de plus en plus de violence dans les dernières décennies. Sur ce point, nous nous limiterons à renvoyer à l'analyse du fascisme que Polanyi proposait en 1944 et qui est aujourd'hui inquiétante par son actualité : « L'obstination avec laquelle, pendant dix années critiques, les tenants du libéralisme économique avaient soutenu l'interventionnisme autoritaire au service de politiques déflationnistes eut pour conséquence pure et simple un affaiblissement décisif des forces démocratiques qui, sans cela, auraient pu détourner la catastrophe fasciste » (K. POLANYI, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983, p. 318).

* REMARQUE PRÉALABLE

Nous parlerons dans cet article de droite nationaliste. La désignation d'extrême droite est trompeuse, laissant entendre que les positions de partis comme le Rassemblement national, le Vlaams Belang, la Ligue, etc. constitueraient une exception par rapport au reste du champ politique. En réalité, notamment en ce qui concerne l'immigration, leurs positions constituent une version, parfois plus radicale, de la position « sécuritaire » désormais majoritaire, non seulement au sein des droites (comme le montre le gouvernement Michel en Belgique), mais aussi d'une partie des « gauches » européennes (comme le montre le fait que Matteo Salvini a ouvertement conçu son action en tant que ministre de l'Intérieur comme une prolongation de l'action du gouvernement précédent, dirigé par Matteo Renzi (Parti démocratique)). En fait, le partage qui domine aujourd'hui le champ politique légitime, et qui y rend presque irréprésentable une proposition de gauche anticapitaliste, est plutôt celui entre nationalisme et mondialisme. En plus, comme on le verra, le noyau nationaliste des partis nationalistes de droite se retrouve même au sein du champ mondialiste (un champ qui traverse lui aussi les frontières entre « gauche » et droite).

qui concerne l'emploi : par exemple, là où les capitalistes sont convaincus de pouvoir obtenir un retour sur investissement convenable, le taux de chômage sera bas qu'il y ait ou pas une immigration importante et, inversement, le taux de chômage sera élevé—indépendamment de l'immigration—là où les capitalistes n'investissent pas³. Il est toutefois vrai qu'actuellement le salaire réel, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, quoiqu'avec des différences importantes selon les régions, stagne, voire baisse, et que le chômage oscille sans se résorber selon les phases du cycle économique⁴. Or, le concept d'AIR proposé par Marx permet précisément d'ex-

“ La constitution de l'AIR ne dépend pas de la quantité absolue de travailleur-euses, mais du fonctionnement même du mode de production capitaliste. ”

pliquer ces phénomènes, mais sans faire appel au facteur—qui ne les explique pas—de l'immigration, et en mettant au contraire en avant une perspective anticapitaliste.

Le discours de la droite nationaliste revient à ressasser un vieil argument très répandu à l'époque de Marx—qui remonte à l'économiste anglais Thomas Malthus—selon lequel, comme la population augmenterait plus rapidement que les ressources, des situations de surpopulation absolue—engendrant des crises économiques et démographiques—devraient nécessairement se produire. En gros, le chômage et la pauvreté seraient dus à la fertilité excessive des classes populaires. Les partis de droite nationalistes, faisant face au problème que les travailleur-euses « autochtones » font aujourd'hui peu d'enfants, « ont trouvé une explication encore plus obtuse : la pauvreté en Europe est une conséquence de la fertilité excessive des Africains »⁵.

Or, toute l'argumentation de Marx autour de l'AIR vise à détruire l'idée selon laquelle il y aurait des situations de surpopulation absolue pour avancer que la surpopulation est toujours relative. Relative à quoi ? Aux exigences de valorisation du capital. Marx pose donc que la surpopulation n'est pas un fait naturel, mais un effet nécessaire du mode de production capitaliste. En d'autres termes, il existe un rapport de consubstantialité entre capitalisme et chômage. Dans *Le Capital*, Marx explique qu'une somme quelconque d'argent n'est du capital que si elle s'inscrit dans un processus par lequel, à travers le travail accompli par les travailleur-euses avec les moyens de production, elle produit une somme d'argent augmentée. Cette somme est à son tour—une fois que les

dépenses liées à la consommation des capitalistes en ont été retirées—réinvestie pour obtenir encore plus d'argent. On appelle ce processus « accumulation capitaliste ». La somme d'argent investie—qui est produite par le travail des travailleur-euses—tend donc à s'accroître continuellement. Or, supposons une situation où le nombre de travailleur-euses disponibles ne change pas. Dans cette situation, le résultat de l'accumulation capitaliste serait d'attirer vers le capital de plus en plus de travailleur-euses : la demande en travail augmenterait, ce qui produirait une hausse des salaires. Cela peut en effet bien arriver dans les phases expansives du cycle économique. En même temps, cette augmentation de salaire ne peut jamais dépasser le seuil au-delà duquel les capitalistes retireraient un gain trop bas de leur investissement, parce que dans ce cas ils investiraient moins, la demande en travail diminuerait, des travailleur-euses seraient refoulées, et les salaires baisseraient jusqu'à un niveau acceptable pour les exigences de valorisation du capital. Mais surtout, le capital est très attentif à faire en sorte que le rapport entre offre et demande en travail ne s'approche pas de ce seuil, et pour ce faire il dispose de plusieurs ressources lui permettant d'accumuler du capital sans attirer plus de travailleur-euses et même en en refoulant de plus en plus : il peut allonger le temps de travail et intensifier le travail des travailleur-euses actives (éventuellement avec des augmentations de salaire modérées), investir plus en moyens de production qu'en force de travail, investir dans du « capital fictif ». Il peut également investir dans des régions où les salaires sont plus bas. De sorte que non seulement le chômage est reproduit cycliquement par le capitalisme suivant la phase expansive ou récessive du cycle économique, mais le capitalisme peut contrôler le mécanisme de l'offre et de la demande en travail, en se donnant une AIR, garantissant que ses exigences de valorisation ne soient pas perturbées par les phases du cycle économique. Ainsi, « l'AIR exerce une pression sur l'armée ouvrière active pendant les périodes de stagnation et de prospérité moyenne et tient en bride ses exigences pendant la période de surproduction et de paroxysme. La surpopulation relative est ainsi l'arrière-plan sur lequel évolue la loi de l'offre et de la demande en travail »⁶.

Il est donc clair que la constitution de l'AIR ne dépend pas de la quantité absolue de travailleur-euses, mais du fonctionnement même du mode de production capitaliste qui « crée le matériau humain constamment prêt et exploitable pour les besoins changeants de sa valorisation, indépendamment des barrières que dresse l'augmentation effective de la population »⁷. Il en va de même pour le niveau des salaires : « Les mouvements généraux du salaire

(...) ne sont donc pas déterminés par l'évolution de l'effectif absolu de la population ouvrière, mais par le rapport changeant selon lequel la classe ouvrière se divise en armée active et armée de réserve »⁸. Il ne s'agit pas d'affirmer que l'immigration n'a en tout cas aucun impact dans le renforcement de ces dynamiques⁹. Nous affirmons toutefois que l'immigration n'est au plus qu'un facteur secondaire dans la reconstitution incessante de la division entre armée active et AIR, car cette division se reproduirait même en l'absence de toute forme d'immigration. Il est surtout clair que les mesures proposées actuellement pour réguler ou bloquer l'immigration ont pour seul effet, non pas de réduire l'AIR, mais de mettre certaines de ses composantes dans des conditions d'existence de totale insécurité, ce qui les rend encore plus exploitables.

Vers une politique de l'immigration anticapitaliste

Ce qui se présente dans le discours de la droite nationaliste comme le « problème de l'immigration » est donc un autre problème : celui des exigences actuelles de valorisation du capital et, plus fondamentalement, du chômage comme condition d'existence du mode de production capitaliste. Il s'ensuit que, tant qu'elle ne sera pas anticapitaliste, toute politique de l'immigration reviendra à une gestion par l'État des flux migratoires suivant les intérêts du capital, qu'il soit national ou transnational.

On peut alors se demander quelle stratégie d'action le mouvement ouvrier peut se donner pour développer une politique de l'immigration anticapitaliste. Nous mentionnerons trois pistes :

Il faut arrêter de se rapporter aux immigrés-es comme à des travailleur-euses « prêt-es à tout », en relevant, au contraire, qu'ils-elles ont joué un rôle clé, parfois dans une solitude éclatante, dans certaines mobilisations ouvrières parmi les plus importantes des dernières années. De sorte que les immigrés-es sont plutôt, comme en général de plus en plus de travailleur-euses qui subissent de plein fouet les conséquences du capitalisme néolibéral, prêt-es à tout... pour obtenir, faire respecter et élargir leurs droits. Ce qui signifie que le seul « problème de l'immigration » qui devrait se poser pour le mouvement ouvrier, c'est d'assurer aux travailleur-euses immigrés-es les conditions pour prendre part à sa mission : « organiser (...) une action planifiée commune aux travailleurs occupés et aux travailleurs inoccupés, pour briser ou affaiblir les conséquences funestes sur leur classe de [la] loi naturelle de la production capitaliste »¹⁰. Ce qui implique de lutter pour garantir aux travailleur-euses immigrés-es non seule-

ment des conditions d'existence dignes (par exemple la possibilité de rester sur le territoire dans la sécurité), mais aussi une représentativité appropriée au sein des instances du mouvement ouvrier institué. Il faut à tout prix recouvrer la dimension internationaliste du mouvement ouvrier. Il faut en effet reconnaître que, s'il y a une immigration qui aujourd'hui affecte les conditions de travail, c'est celle, intra-européenne, qui est régulée par des normes comme la « directive Services ». Or, ici aussi, le problème n'est pas posé par les mouvements des travailleur-euses en soi, mais par des normes qui s'en servent pour produire du « dumping social ». C'est donc aussi sur ce niveau-là que la lutte doit se situer. Plus globalement, l'Association internationale des travailleurs était née, il y a plus que 150 ans, justement afin d'apporter un soutien aux travailleur-euses en lutte dans le monde. Cela impliquait par exemple de veiller à ce que les travailleur-euses ne se déplacent pas vers de zones où des grèves sont en cours (afin que les employeur-euses n'aient pas les moyens de

“ L'idée la plus essentielle implique que la « lutte économique » soit toujours pensée en vue de la « lutte politique ». ”

les briser) ou de favoriser des déplacements visant à renforcer les rangs des travailleur-euses en lutte.

Mais l'idée la plus essentielle implique que la « lutte économique » soit toujours pensée en vue de la « lutte politique ». C'est en effet seulement en luttant pour que la société ne soit plus régie par les exigences de valorisation du capital, pour que la richesse matérielle existe pour les besoins du développement du de la travailleur-euse, au lieu que le-la travailleur-euse existe pour les besoins de valorisation du capital, qu'on lutte vraiment contre le chômage : pour qu'il disparaisse avec la disparition de sa cause. En parlant de lutte politique, nous prôtons que le mouvement ouvrier ne craigne pas de formuler et rendre publique une telle perspective politique et ne se prive pas de s'exprimer en toute franchise sur la contribution réelle des différents partis politiques à l'avènement de ce que cette perspective vise, au-delà des prises de position sur les mesures concrètes qui le concernent plus directement. C'est ainsi qu'il contribuera à ce que la gauche ne cède à aucune tentation « suiviste », tant par rapport au néolibéralisme que par rapport à la droite nationaliste et ses sornettes « sociales »¹¹ #.

(*) Coordinateur pédagogique à l'ARC asbl et chargé de cours à l'UCLouvain

8. *Ibid.*, pp. 714-715.

9. Marx lui-même en était bien entendu conscient, comme ça émerge de sa lettre – souvent citée à tort pour prôner un contrôle plus strict de l'immigration – du 09/04/1870 à Mayer et Vogt sur l'immigration irlandaise (URL : https://www.marxists.org/archive/marx/works/1870/letters/70_04_09.htm).

10. Cf. K. MARX, *Le Capital*, op. cit., p. 718.

11. Sur la gauche suiviste, cf. E. BRANCACCIO, « Contre les gauches "suivistes" », 02/10/2018, Médiapart, <https://blogs.mediapart.fr/segesta3756/blog/021018/contre-les-gauches-suivistes-par-emiliano-brancaccio>.

3. Cf. L. LOMBARDI, *Le miserie della sinistra anti-immigrati*, 19/10/2017, <https://www.marxismo.net/index.php/la-nuova-epoca/344-le-miserie-della-sinistra-anti-immigrati>.

4. En Belgique, le salaire réel (le revenu moyen par travailleur, contributions sociales incluses, en brut, pondéré par l'évolution des prix à la consommation) a baissé entre 2014 et 2018 (https://www.rtf.be/info/economie/detail_en-belgique-les-salaires-reels-ont-baisse-entre-2014-et-2018-leur-evolution-est-la-pire-de-celle-des-pays-de-l-ocde?id=10180168). Le taux de chômage est en baisse depuis 2014, bien qu'il faille prendre en compte des effets de transfert entre ONEM et CPAS, ou encore l'augmentation d'emplois précaires (https://www.rtf.be/info/belgique/detail_chiffre-du-chomage-une-baisse-en-trompe-l-oeil?id=10176745).

5. M. VANETTI, *Lotta di classe, mormorò lo spettro*, <https://www.wumingfoundation.com/giap/2018/06/marx-immigrazione-puntata-1/> et <https://www.wumingfoundation.com/giap/2018/06/lenin-immigrazione-puntata-2/>. Nous conseillons vivement au lecteur de consulter cette contribution remarquable qui a fortement influencé le présent article.

6. K. MARX, *Le Capital*, Livre I, Paris, P.U.F., 1993, pp. 717-718.

7. *Ibid.*, pp. 708-709.